

1983

L'EXPOSITION UNIVERSELLE N'AURA PAS LIEU

Alors que la France vient de se voir confier l'organisation d'une Exposition universelle pour 2025, on a probablement oublié un précédent qui s'inscrivait à l'horizon 1989, dans la perspective du bicentenaire de la Révolution française. Dès le mois de septembre 1981, François Mitterrand annonce la candidature de Paris, heureuse réminiscence de la commémoration du centenaire de 1889 et de l'Exposition universelle qui nous légua la tour Eiffel. Jack Lang confie une mission à Robert Bordaz, le premier président de l'établissement public du « Centre du plateau Beaubourg », qui s'adjoint les services de Jean-Pierre Weiss. Mais le point délicat consistait déjà en l'aval indispensable de la municipalité parisienne, alors conduite par Jacques Chirac. Obtenu en janvier 1982, l'accord de principe fit long feu. La droite louvoya face à une aventure qu'elle jugeait dispendieuse. Alors qu'un feu vert avait été donné par le Bureau international des expositions et que l'on débattait à l'Assemblée et au Sénat d'un projet de loi comprenant la création d'un établissement public dédié, la ville de Paris exprima clairement son refus, contraignant Mitterrand à annuler le projet, le 5 juillet 1983.

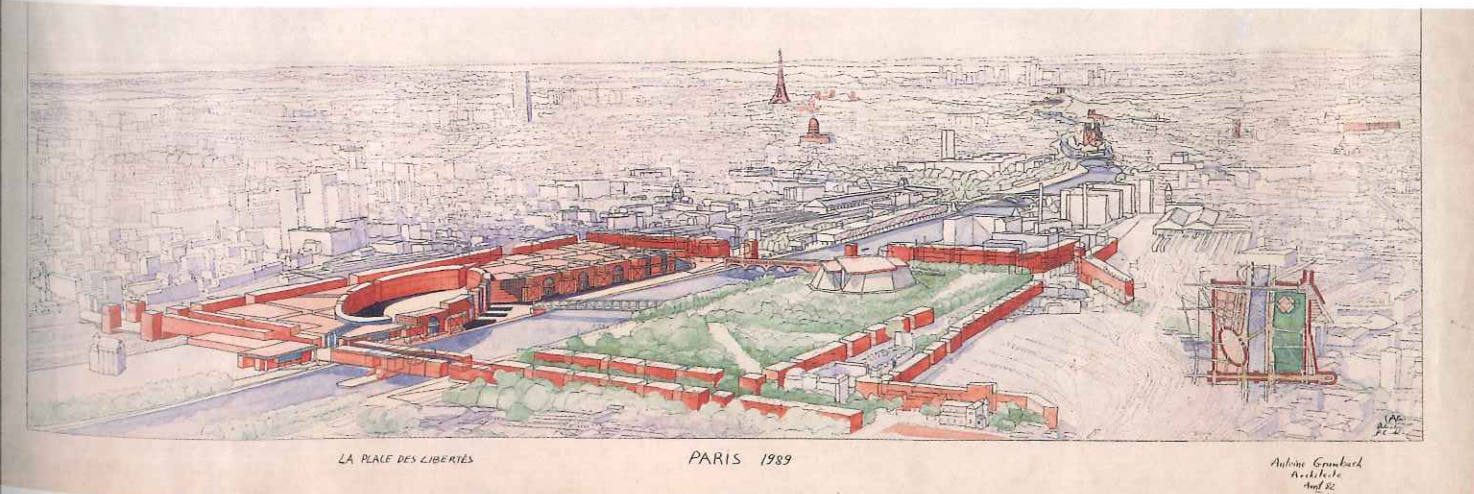
De ce projet d'Exposition universelle sur le thème des « chemins de la Liberté » ne sont restés que des dessins. Et ce sont les architectes écartés alors des « grands projets » mitterrandiens qui alimentèrent durant deux années ce rêve : Antoine

Grumbach, Renzo Piano et Vittorio Gregotti, rejoints par Ionel Schein, mais aussi Pontus Hulten et Martial Raysse au sein d'un Atelier d'Urbanisme d'Architecture et de Plastique (sic). Sur l'emplacement aujourd'hui occupé par la BNF, Gregotti et Schein conçurent des bâtiments-ponts par-dessus la Seine, tandis que Grumbach opta pour une pièce urbaine de 800 m de côté. En mai 1983, un appel à idées supplémentaire fut lancé auprès de quatre équipes : Ricardo Bofill et le Taller de Arquitectura, Rem Koolhaas et Kees Christiaanse qui élaborèrent une stratégie précoce d'« infiltrations » urbaines, Jean Claude Drouin et Jean-Yves Barrier, et – bien entendu – Jean Nouvel.

Traces contemporaines

Ce projet d'Exposition universelle aura cherché à prolonger l'écriture de Paris à partir de son fleuve, et nombre de desseins contemporains peuvent être relus à l'aune des idées jetées alors. On le comprend mieux en précisant que l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur) fut au centre du jeu. En vain, plusieurs « hommes de bonne volonté » – avec au premier rang d'entre eux Jean-Louis Subileau – cherchèrent à apaiser les tensions entre la mairie chiraquienne et l'Elysée mitterrandien. Contrairement aux villes qui ont conçu leurs Expositions universelles au sein de périmètres étanches, de Milan à Shanghai en passant par Astana, Paris s'est toujours

servi de ces événements pour créer de nouveaux paysages urbains. Le parc André-Citroën à l'ouest, celui de Bercy à l'est, ainsi que les deux « grands projets » présidentiels du ministère des Finances et de la BNF : toutes ces compositions monumentales à partir de la Seine porteront les traces paradoxales d'un événement qui n'eut jamais lieu. Il était déjà bien prévu une dalle (mais alors, « la plus petite possible » dans l'esprit de Robert Bordaz) au-dessus des voies ferrées d'Austerlitz, et le ministère des Finances offrit un écho au très critiqué pont habité que Gregotti, vieux complice intellectuel de Paul Chemetov, avait imaginé. Les quais flottants et le sillage des multiples bateaux-taxis prévus pour l'occasion dessinent encore aujourd'hui l'horizon indépassable d'un Paris enfin débarrassé de ses voitures. Quant à la Petite Ceinture que devait emprunter le « mini-métro » Aramis pour relier les sites est et ouest (Tolbiac et les anciennes usines Citroën), elle est devenue une promenade. Que le premier projet de commémoration du bicentenaire de la Révolution française ait coïncidé avec l'idée d'une Exposition universelle en dit long sur l'influence des architectes auprès du nouveau pouvoir à ce moment-là, ainsi que de l'écoute dont bénéficièrent certaines figures alors marquées « à gauche », comme Antoine Grumbach. Lesquelles n'auront cependant pas réussi à mobiliser durablement les élites politiques autour de ce projet éphémère.



LA PLAQUE DES LIBERTÉS

PARIS 1989

Antoine Grumbach
Architecte
Août 82

projet pour l'Exposition universelle de 1989 (Antoine Grumbach, arch.).